
Les nanas beurs. Un entretien avec Souad Benani

Souad Benani, Juliette Mincez

Résumé

Souad Benani est née au Maroc et vit aujourd'hui en France où elle est enseignante. Elle est de ces rares intellectuelles dont le langage et la pratique demeurent très proches des militantes de base des mouvements associatifs. Elle répond ici à nos questions concernant le rôle d'une association de femmes issues de l'immigration ; sa place dans la constellation des organisations «féministes» d'une part et «immigrées» d'autre part ; son action à l'égard du statut des femmes dans le pays d'origine.

Citer ce document / Cite this document :

Benani Souad, Mincez Juliette. Les nanas beurs. Un entretien avec Souad Benani. In: Hommes et Migrations, n°1141, mars 1991. Elles... Femmes en mouvement(s) pp. 52-55;

http://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_1991_num_1141_1_1620

Document généré le 31/01/2017

LES NANAS BEURS

*Un entretien avec Souad Benani**

Souad Benani est née au Maroc et vit aujourd'hui en France où elle est enseignante. Elle est de ces rares intellectuelles dont le langage et la pratique demeurent très proches des militantes de base des mouvements associatifs. Elle répond ici à nos questions concernant le rôle d'une association de femmes issues de l'immigration ; sa place dans la constellation des organisations « féministes » d'une part et « immigrées » d'autre part ; son action à l'égard du statut des femmes dans le pays d'origine.

Hommes & Migrations. — Comme son nom l'indique, les Nanas Beurs est une association de femmes d'origine maghrébine. Est-ce à dire que c'est une association « féministe », ou le terme est-il totalement impropre ?

Souad Benani. — Dans le cadre de l'immigration féminine d'origine maghrébine, c'est-à-dire les jeunes filles qui se sentent concernées par notre association, le terme même de « féminisme » est contesté. Beaucoup de nos adhérentes trouvent que ce concept ne convient plus, qu'il est galvaudé et aussi qu'il a été très marqué par l'Occident. Nous ne voulons pas d'un schéma de libération des femmes pré-établi et pour nous les hommes ne sont pas des ennemis. C'est ainsi que pensent ces jeunes filles. Ceci étant, elles ont, sans qu'elles appellent cela du féminisme, des aspirations qui en sont : elles veulent avoir le droit de vivre librement, de façon égalitaire, avoir droit aux sorties, au travail, à la même considération. C'est-à-dire ne pas être seulement considérées en fonction de leur sexe. C'est dans ce sens que l'on peut parler de féminisme.

Deux catégories de femmes fréquentent notre association : celles qui ont fait des études, qui sont d'origine immigrée et qui ont souffert de la condition faite aux femmes chez nous : elles ont connu les interdictions dans le cadre très strict de la famille, elles ont été soumises à un certain nombre de contraintes qu'on estime justifiées par l'« infériorité » de la femme. Et à un moment elles se sont révoltées. Elles se sont révoltées peu à peu, et ont été amenées à réfléchir à ce qu'elles allaient faire par la suite. Certaines sont arrivées à un stade où elles ont décidé de quitter leur famille sans provoquer de rupture violente ; elles se sont assumées et se sont alors considérées comme féministes. Dans leur esprit, cela veut dire : vivre librement, avoir les mêmes droits que les jeunes gens, tout en étant respectées. L'autre catégorie comporte des femmes qui ont encore du mal à s'assumer.

C'est dans ce contexte que les femmes ont développé depuis quelques années une revendication importante : avoir un statut autonome par rapport à leur mari. Bien des femmes maghrébines, sinon toutes, dépendent, du point de vue de leur statut, de leur mari. S'ils se retrouvent au chômage par exemple, ou s'ils ne peu-

* Fondatrice et présidente de l'association Les Nanas Beurs.

vent plus travailler, ou encore s'ils doivent rentrer au pays, les femmes doivent les suivre, même si elles ne le veulent pas. Elles dépendent totalement de leur mari. Nous, nous souhaiterions que la législation leur donne un statut autonome, pour qu'elles aient leurs propres papiers. C'est très difficile à obtenir car ça entre dans les problèmes actuels de l'immigration. Mais c'est en ces termes que le féminisme se pose.

— Il n'y a donc pas de très grandes différences avec le féminisme dit occidental ?

— Non absolument pas. De toute façon, je pense que le féminisme, c'est plus large que ça. C'est, en fait, une notion universelle, de la même manière que ce que l'on appelle les droits de l'homme.

Les femmes n'appartiennent pas à une catégorie à part, qui devrait être soumise, sous prétexte de religion, de tradition ou de culture, à un mode de vie qui les spolie de leurs droits, de leur liberté, etc. Or, souvent, c'est encore ce qu'elles vivent en France, dans les familles immigrées. Le problème, c'est qu'on n'a pas encore de relève dans nos associations. Il n'y a pas encore de jeunes filles qui diraient : « *Nous avons envie de créer des associations féministes, telles qu'on vient de les décrire, et de nous battre pour les autres* ».

Je crois que c'est encore très difficile. Elles subissent encore des pressions très fortes dans le milieu immigré, qui leur dit : « *Ce n'est pas la peine d'aller d'un ghetto dans un autre alors que vous en êtes à peine sorties, qu'il y a des problèmes plus importants et plus larges pour lesquels il faudrait se battre* ». Alors beaucoup de ces femmes se demandent pourquoi il devrait y avoir des associations strictement de femmes. Ne serait-il pas plus utile de faire partie d'associations mixtes où on pourrait poser le problème des femmes, ce qui permettrait aussi de sensibiliser les jeunes gens ?

Beaucoup de femmes connaissent cette ambivalence alors que nous pensons qu'il est important dans un premier temps qu'elles puissent se regrouper afin de tracer leurs objectifs elles-mêmes, de définir le statut qu'elles veulent avoir ; et ce qu'elles veulent d'une façon plus générale. Par ailleurs, rien ne leur interdit de s'associer aux hommes et de militer dans les deux types d'associations. Mais je pense que pour le moment, les associations de femmes sont tout à fait nécessaires.

— Les femmes sont-elles toujours isolées, atomisées, par rapport aux associations ? Car il me semble que leur prise de conscience demeure très individuelle

et se situe surtout par rapport à la famille, ce qui ne doit pas beaucoup aider les femmes à se regrouper ?

— En effet. D'autant plus que les embûches familiales sont très fortes ; par exemple, quand on propose une réunion le soir, la famille s'oppose à ce qu'elles sortent. C'est aussi vrai pour les spectacles, une fête, etc. Même si elles y aspirent très fortement, pour elles ça n'est pas possible. Il y a donc effectivement atomisation ; et quand elles parviennent à se libérer pour venir nous voir, elles s'aperçoivent qu'elles ne sont pas seules à vivre ce qu'elles vivent. Tout d'un coup elles découvrent cela et elles se sentent toutes réconfortées. Alors elles ont envie de continuer.

Mais souvent, quand elles décident de venir nous voir, c'est qu'elles ont une difficulté qu'elles doivent régler d'urgence : problèmes avec la famille, fugues, scolarisation, tentatives de suicide, grossesse aussi. Car je m'aperçois qu'en matière de contraception, il y a un recul important par rapport à ce qui existait. Dans les lycées, il y avait une information qui était donnée et qui ne l'est plus. Comme si on considérait qu'elle était totalement acquise. Alors s'il n'y a pas une mère qui les aide ou un entourage pour le faire, des accidents se produisent. C'est ainsi que dans l'association, nous avons eu à résoudre des problèmes bien délicats : des jeunes filles se sont présentées à nous avec une grossesse de six ou sept mois et pour lesquelles il nous fallait trouver une solution autre que l'avortement qui n'était plus possible. Il fallait les aider à accoucher dans des conditions favorables, en dehors de la famille et assurer un suivi pour la prise en charge de la mère et de l'enfant. Evidemment, cela ne concerne pas les seules jeunes immigrées, mais pour elles c'est souvent plus difficile.

On constate d'ailleurs d'une façon plus générale chez de nombreuses jeunes filles une certaine réticence vis-à-vis de la contraception, même chez celles qui sont au courant. C'est probablement aussi le produit du reflux des mouvements féministes, et, pour celles qui sont d'origine maghrébine, la conséquence de la montée des mouvements fondamentalistes, des associations contre l'avortement comme « Laissez-les vivre » qui lancent des opérations de commandos contre les hôpitaux, et de cette nouvelle idéologie concernant le fœtus que l'on présente comme étant déjà un bébé.

— Parmi les jeunes filles d'origine maghrébine, le problème des grossesses se pose-t-il fréquemment ou ten-

tent-elles de préserver absolument leur virginité, parce qu'elle demeure toujours aussi précieuse ?

— La question n'est pas que la virginité soit précieuse ; de toute façon, elles le savent bien, puisque c'est une idéologie avec laquelle elles ont vécu, qui leur a été inculquée dès leur plus jeune âge. Elles ne peuvent pas l'oublier. D'autre part il y a le fait qu'on leur a empêché toute possibilité de compagnonnage ou de camaraderie avec les garçons. Donc elles n'ont pas fait cet apprentissage. Elles ne savent pas se comporter avec les jeunes gens, comment être avec l'autre sexe sans pour autant établir automatiquement des liens sexuels. On ne le leur a pas enseigné, car cela fait encore partie de la sphère de l'interdit. Alors, dès qu'une jeune fille sort et se trouve dans une situation particulière, elle ne sait pas la gérer et elle rencontre un jeune homme dont elle tombe amoureuse, etc. Et elle se retrouve au lit avec lui sans avoir pris les précautions nécessaires et c'est comme ça qu'elle tombe enceinte.

Par ailleurs, très souvent, il y a toute une histoire de culpabilité par rapport à la virginité perdue. C'est ainsi que l'an passé, une jeune fille est venue me dire au lycée : *« Il faut absolument m'aider, car mes parents veulent me marier et moi, je ne suis plus vierge. Alors aidez-moi. J'ai entendu dire qu'il y a des hôpitaux ou des centres agréés par la sécurité sociale qui refont la virginité et que ça peut être remboursé. Je sais que vous dirigez une association, alors aidez-moi, sinon ça va être une catastrophe »*. Nous lui avons répondu que si elle était sortie avec son copain français, si elle avait couché avec lui, c'est qu'à un moment elle l'avait désiré. Alors il fallait qu'elle fasse un choix entre sa famille et ce qui lui était arrivé ou lui arriverait. Parce qu'elle ne pourrait pas, chaque fois qu'elle tomberait amoureuse, se faire refaire une virginité en vue d'un éventuel mariage.

Ceci étant, il y a des cas de souffrance terrible qui les amènent à s'inventer des situations qui ne correspondent pas à la réalité, de manière à obtenir une aide. C'est le produit de leur éducation, de la peur, du fait qu'on ne leur apprend pas à prendre leurs responsabilités, qu'on les a toujours dé-responsabilisées, en tant que femmes, à l'intérieur de la maison, et que la seule chose qu'on leur enseigne, c'est qu'elles sont sous la tutelle de leur père et de la famille jusqu'à ce qu'elles passent sous celle du mari, en fondant un nouveau foyer. C'est très classique.

Alors elles vivent des situations auxquelles elles ne sont pas préparées et qui les désorientent totalement. Là, il faut réagir. Je pense que les jeunes filles beurs, sur la question de la libération de la femme, ne sont pas encore mûres dans leur majorité. Je crois qu'il faut

encore attendre une génération. Même si, parmi elles, se trouvent des jeunes femmes dans le coup, celles d'ailleurs qui sont hyper-médiatisées. Pour les autres il leur est encore très difficile d'assumer tout bonnement leur liberté ou leur indépendance. C'est pourquoi je pense que des associations de femmes « féministes » sont pour le moment encore prématurées. Elles ne sont pas encore prêtes pour prendre la relève de celles qui ont créé ces associations. Ceci étant, je vois quotidiennement, en classe, des jeunes filles d'origine maghrébine qui se comportent exactement comme leurs petites copines françaises. Elles sont habillées, maquillées de la même façon, ont les mêmes discours, etc. Simple-ment, leur vie intime n'est pas du tout la même. Si on les voit avec un regard de l'extérieur, on se trompe souvent. On les voit évoluer de la même façon que leurs camarades, mais elles sont dans un milieu familial qui n'est pas le même, où elles n'ont pas les mêmes droits et elles ressentent encore toutes les brimades, les problèmes que connaissent les jeunes filles dans nos sociétés. Mais elles ne le montrent pas. Car elles veulent paraître pareilles aux autres, même si ce n'est pas encore le cas, profondément.

Pourtant il ne faut pas se tromper en confondant le vécu et le sentiment. Ces mêmes jeunes femmes aspirent à être libres, à apprendre à se débrouiller, à avoir un travail et être indépendantes, à être traitées d'égal à égal, au sein de leur famille et dans la société. Ces aspirations existent réellement. Seulement, elles rencontrent trop d'obstacles et elles ne savent pas encore les surmonter.

— Les jeunes filles qui fréquentent votre association connaissent-elles les codes de la famille qui régissent les femmes, au Maghreb, par exemple ?

— Oui, en général, elles sont plus ou moins au courant, parce qu'elles y sont confrontées sur le vif. Elles ne les ont pas étudiés mais si leur famille les menace de les envoyer au pays pour les marier, elles sont poussées à se renseigner. Et à se protéger si elles ne sont pas d'accord avec le projet des parents. Elles se disent : *« Je suis de nationalité française »* ou au contraire : *« je n'ai pas encore la nationalité française »*, alors elles cherchent à se renseigner pour savoir si les parents ont le droit de les obliger à partir, ce qui peut leur arriver. Nous, nous leur expliquons la loi ici et là-bas. Mais la jurisprudence ici n'est pas très claire à ce sujet, notamment pour les jeunes filles d'origine maghrébine.

Par ailleurs, même avec un passeport français, dès qu'elles sont sur le sol algérien par exemple (mais c'est la même chose en Tunisie et au Maroc), elles sont considérées comme algériennes. Et en plus, tout dépend des rela-

tions du moment entre le pays en question et la France. Alors elles ne peuvent pas toujours attendre des autorités françaises qu'elles les aident en cas de difficulté, comme un mariage arrangé par exemple. Et une fois mariées là-bas elles sont soumises au code de la famille.

Celles qui sont bien informées viennent nous voir, lorsqu'elles s'aperçoivent que leur parents ont pour elles un projet qui risque de se concrétiser, et nous apportent une lettre nous autorisant à agir en cas de besoin, avec la photocopie de leur carte d'identité et de leur passeport que nous nous empressons de faire légaliser pour pouvoir constituer un dossier, que nous gardons précieusement.

Maintenant, nous avons un autre problème, depuis les élections municipales en Algérie où le FIS (Front islamique du salut) a remporté de nombreuses mairies ; on reçoit des femmes qui quittent l'Algérie parce qu'elles ne peuvent plus vivre sous cette pression et qui viennent nous voir pour nous demander comment faire afin d'obtenir des papiers en France. Ce code de la famille leur a déjà enlevé tous les moyens, disent-elles, et maintenant le FIS peut s'appuyer sur le code pour renforcer la pression contre les femmes. Alors il nous faut faire quelque chose. Il faut absolument que nous puissions les aider, ici en France.

Ceci dit, les femmes algériennes, ici, n'aiment pas que l'on aborde ces problèmes en dehors de leurs propres associations ; il y a là un repli identitaire que je ne comprends pas bien. Car après tout, quand il se passe quelque chose dans le monde, on a tout de même le droit de se prononcer. Alors pourquoi pas pour l'Algérie ? Ce qui a provoqué quelques bagarres entre nous. Ce qu'elles souhaitent pour le moment, semble-t-il, c'est de rester entre elles pour régler leurs problèmes. Et elles ne veulent pas vraiment prendre position à propos des élections algériennes, dans la mesure où, disent-elles, elles se sont déroulées dans un pays où le peuple est majeur et s'est prononcé. Même en désaccord avec le FIS ou avec le code de la famille, elles préfèrent se battre en tant que ressortissantes françaises vivant en France.

— Comment est vécue la laïcité parmi ces femmes ? Qu'est-ce que cela signifie pour elles ?

— Elle est vécue sur le modèle français. C'est-à-dire ne pas avoir de législation ségrégationniste en fonction des sexes. De toute façon, elles ne rejettent

pas la religion en tant que telle. Souvent elles sont croyantes. Mais pour elles, la laïcité, c'est pouvoir vivre leur religion comme elles l'entendent, faire ou ne pas faire le ramadan, et être mariée à un Français non musulman si elles le souhaitent. Ça se situe plus au niveau du vécu, des faits, que de la théorie.

— C'est donc bénéficier d'une sorte de liberté, y compris dans la pratique religieuse ?

— Absolument. Même si ce n'est pas un problème facile à trancher. Pour nous, nous considérons qu'il est tout à fait possible de vivre un islam en France. Car il n'y a pas d'islam qui serait réservé géographiquement aux pays dits musulmans. Si on est croyant, on peut vivre sa

religion et être dans une société qui n'est pas la même que celle du pays d'origine. Pourvu que cette société autorise une pratique religieuse sans créer de problème tant que l'on respecte les règles ambiantes. Il y a, je crois, parmi les jeunes, une conception beaucoup

plus souple de la pratique religieuse, la religion étant affaire privée.

— Chez les jeunes hommes aussi ?

— C'est plus fort chez les jeunes filles. A cause des contraintes qu'elles connaissent, qu'on leur justifie par la religion. Les garçons, eux, se sont toujours bien débrouillés. Et à la limite, l'islam ne leur demande pas de rendre des comptes, la pression sociale s'exerce beaucoup moins sur eux... Je crois qu'on va vers une société où les femmes, par la force des choses, risquent de se trouver en avant des garçons par leur mode de pensée. Même si ce n'est pas de façon organisée, mais plutôt dans leur quotidien. Elles ont un certain nombre d'acquis provenant des efforts qu'elles ont dû faire et que les garçons n'ont pas eu besoin de faire. De ce fait, elles ont avancé plus vite que les garçons et ont fait en quelque sorte leurs preuves. Surtout si, en plus, elles travaillent et qu'elles aident financièrement leur famille. Alors ça ne laisse pas aux parents beaucoup de marge pour leur interdire quoi que ce soit. Il est vrai aussi que beaucoup de travail a été fait par les aînées, et que les petites ont maintenant un chemin un peu plus balisé qu'avant.

Propos recueillis par Juliette Mincez.